

Pour la progression et l'unité du Parti

Michel Fontes, André Barjonet, Henri Leclerc, Gustave Massiah

Depuis le congrès de Dijon en mars 1969 le parti s'est engagé dans une entreprise difficile : renouveler son organisation et ses modes d'intervention afin de développer les acquis de mai-juin 1968. Les difficultés n'ont pas manqué tout au cours des mois qui ont suivi, mais le parti a eu une activité intense comme jamais. Si l'on considère ce laps de temps relativement limité (un peu plus de deux ans), on constate que le parti a participé aux élections présidentielles, qu'il a mené des campagnes sur l'armée, la répression, les transports et le cadre de vie, qu'il a fait du contrôle ouvrier un thème populaire, qu'il a mené des négociations délicates suivies de rupture avec le P.C.F., qu'il s'est donné un secteur entreprises malgré les réactions défavorables de certains syndicalistes, qu'il a développé son influence chez les paysans, qu'il a dû livrer la bataille délicate des municipales et qu'il a permis la naissance de l'organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires. Certes, si l'on fait un bilan détaillé, il apparaît des défaillances sérieuses (le secteur universitaire et étudiant en particulier). On peut dire également que l'animation de la vie intérieure du parti a été largement insuffisante. Mais, à la veille d'un nouveau congrès, la première question que l'on doit se poser est de savoir si les choix politiques qui ont été faits, étaient justes. Le conseil national de novembre 1969 a-t-il eu raison d'indiquer qu'une des principales tâches de l'heure était la construction du parti révolutionnaire ? La réponse est claire. Si le parti était resté dans l'équivoque précédente, si on avait pu continuer à voir en lui une organisation mêlant l'esprit de la contestation étudiante et l'opportunisme social-démocrate, il n'aurait pu faire face à de durs affrontements avec le P.C.F. et n'aurait pas réussi à désamorcer les manœuvres des groupes révolutionnaires tendant à le discréditer. De même les positions adoptées au conseil national de Rouen sur le front unique avec le P.C.F. et sur les conditions d'une fusion éventuelle avec les groupes révolutionnaires étaient parfaitement réalistes comme l'a montré la suite, même si tous les problèmes n'avaient pas été réglés par les textes.

Par ailleurs, peu-on affirmer sérieusement que le conseil national de janvier 1971 a été marqué

seulement par le verbalisme et l'utopisme, au moment même où une grande partie des thèmes qu'il a adoptés sont repris par de nombreux travailleurs dans les luttes sociales actuelles ? Comment pourrait-on oublier que les A.O.P. ont profondément changé l'image qu'on se fait du parti ? En fait, il est dérisoire de présenter les choses comme si toute l'évolution du parti avait été négative depuis novembre 1969, alors que des présidentielles à l'élection des Yvelines, nous n'aurions connu que des triomphes. La vérité, les militants la connaissent bien, c'est que les avancées sont souvent accompagnées de reculs et qu'il faut toujours se battre pour conserver les acquis. S'il est juste de dire que notre influence a reculé dans certains secteurs (associations familiales, milieux de la gauche dite nouvelle, etc.), il faut voir aussi qu'elle a considérablement augmenté dans d'autres secteurs (dans la classe ouvrière notamment). Dans ce domaine, apprécions les choses aussi soigneusement que le comité central d'avril du P.C.F. Nous n'avons naturellement pas à nous féliciter de ces pertes d'influence, mais la plus mauvaise réaction serait d'essayer de ménager les routines et les préjugés des divers secteurs que nous influençons en pratiquant une sorte d'équilibrisme politique. Dire par exemple qu'il ne faut pas trop se couper de la gauche social-démocrate, des groupes révolutionnaires et du P.C.F. ne représente pas une politique, mais une sorte d'oecuménisme vague et sans portée. Le problème des alliances tactiques doit être vu non sous un angle abstrait, mais dans une perspective dynamique, c'est-à-dire en fonction des luttes sociales et du mouvement de masse. Pour regagner une zone d'influence, pour faire un bond en avant vers d'autres secteurs, il peut s'avérer nécessaire de fixer des priorités, de rechercher des accords tactiques nouveaux sur des thèmes précis que tous nos sympathisants ne sont peut-être pas préparés à comprendre d'emblée. Le difficile travail d'explication politique fait partie du travail révolutionnaire.

Signalons également qu'il ne nous paraît pas juste de vouloir interdire au parti toute avancée théorique sous prétexte que certains termes suscitent des malentendus ou des réactions hostiles. Un exemple. Déjà au cours des débats du congrès de Dijon, le parti s'est heurté au

problème de la dictature du prolétariat. Au conseil national de janvier 1971, il s'est approprié cet instrument d'analyse scientifique en l'enrichissant de toute une série de questions sur la liberté et la démocratie (voir également le texte préparatoire aux A.O.P. d'avril dernier adopté à l'unanimité par la D.P.N.). C'est pourquoi il est faux de présenter les choses comme si le parti avait voté la dictature du prolétariat par surprise et comme si d'affreux « gauchistes » essayaient d'en imposer l'emploi dans l'agitation quotidienne.

Quant aux problèmes de direction nous ne pensons pas qu'on puisse les réduire aux divisions internes du bureau national. Nous pouvons dire sans crainte d'être démentis que sur toutes les questions importantes, il s'est toujours trouvé dans le B.N. une large majorité. On ne peut donc ramener l'inefficacité relative du B.N. à son manque d'homogénéité, il est vrai, indéniable. Plus profondément les difficultés viennent du fait que le parti exige aujourd'hui de sa direction plus qu'il n'exigeait autrefois. Alors que dans une phase précédente l'amateurisme pouvait ne pas constituer un obstacle, il est clair aujourd'hui que pour faire face au travail de masse, aux actions ponctuelles de dimension nationale, aux activités de représentation, à l'animation

des publications diverses du parti, à la réorganisation régionale du parti, il n'est pas possible de s'en remettre à un effectif théorique de 13 ou 15 camarades, en réalité six ou sept surchargés et écrasés par le travail (ce ne sont pas toujours les mêmes suivant les périodes). Aussi le renouvellement au moins partiel, y compris sur le plan social, des organismes de direction est une nécessité impérieuse, de même que l'institution d'un secrétariat collectif épaulant le secrétaire national ou le premier secrétaire.

Il ne s'agit naturellement pas de concevoir ce renouvellement comme la montée de purs gestionnaires dans un appareil bien huilé. C'est la capacité d'initiative politique qui doit être déterminante dans ce domaine. Pour cela il est nécessaire que des expériences diverses puissent s'exprimer au niveau du congrès et que le parti tienne compte de cette diversité. Rien ne serait plus pernicieux que de poser aujourd'hui les problèmes en termes de règlement de compte ou d'affirmer qu'on résoudra les questions de direction par l'acclamation plébiscitaire. Dans les circonstances actuelles l'unité du parti dans la démocratie la plus large, est un bien précieux pour tous les militants. □